



>> Interview

propos recueillis par **Yannick Urrien**



L'opposition LR dresse un constat sévère de la politique économique d'Emmanuel Macron.

Patrick Hetzel, député LR du Bas-Rhin :

« Au bout de trois ans, on s'aperçoit qu'il n'y a ni projet ni vision. »

Depuis quelques jours, une rumeur, largement reprise dans les médias, fait état de l'intention d'Emmanuel Macron de nommer Nicole Belloubet à la présidence de la Cour des Comptes. Patrick Hetzel, député LR du Haut-Rhin, souligne que la Garde des Sceaux n'est pas une spécialiste des finances publiques et il estime qu'elle ne serait pas à sa place à la Cour des Comptes. Le parlementaire dresse un bilan sévère de la politique économique d'Emmanuel Macron, en déclarant qu'il n'a rien fait pour baisser les dépenses publiques.

L'Hebdo-Bourseplus :

Une rumeur circule sur l'éventuelle nomination à la Cour des Comptes de Nicole Belloubet, ministre de la Justice : qu'en pensez-vous ?

Patrick Hetzel :

Si c'est Nicole Belloubet qui est nommée, pour ma part, ce serait une décision très surprenante puisque, jusqu'à présent, les premiers présidents de la Cour des Comptes étaient des spécialistes des finances publiques. Nommer quelqu'un qui n'est pas un spécialiste des finances publiques reviendrait à affaiblir cette institution qu'est la Cour des Comptes. Ce qui me surprend aussi, si c'est le cas, c'est qu'une initiative a été prise il y a une dizaine d'années par le président Nicolas Sarkozy qui, au moment de la nomination de Didier Migaud, a considéré qu'il était important de nommer quelqu'un qui n'appartenait pas à la majorité. Il s'agissait de donner une garantie d'indépendance par rapport au pouvoir en place. Donc, on remet en

cause cette orientation qui assurait en quelque sorte l'indépendance de la Cour des Comptes.

Nicolas Sarkozy avait également voulu que la Commission des finances de l'Assemblée nationale soit présidée par un membre de l'opposition. À mi-chemin du mandat d'Emmanuel Macron, on a le sentiment de peu entendre l'opposition sur la question de la dépense publique...

C'est plutôt une impression qu'une réalité, dans la mesure où nous évoquons sans cesse cette question. D'ailleurs, sur le sujet des retraites, nous ne cessons d'insister sur le fait qu'il est assez curieux d'aborder un tel sujet, qui a aussi des incidences sur la dépense publique, sans avoir assuré une maîtrise de l'équilibre budgétaire. En regardant de près, vous constaterez que depuis deux lois de finances, systématiquement, nous avons une contre-proposition qui est portée par Éric Woerth, président de la commission des Finances, qui explique comment nous ferions.

Cette image de « président des riches » laisse entendre qu'Emmanuel Macron aurait abandonné les classes populaires au profit des classes supérieures. Ce cliché vous semble-t-il être fondé ?

La grande difficulté, aujourd'hui, c'est que plutôt que de dire qu'il est le président des riches, il faudrait dire que c'est le président de quelques grands groupes. Par rapport à des commentaires qui expliquent que c'est quelqu'un qui a une maîtrise des questions financières, regardez les différentes annonces qui sont faites... Cela montre bien que non seulement la situation financière n'est pas maîtrisée, mais que, surtout, elle est en train de s'aggraver avec une dette qui augmente.

Est-ce par peur ou par clientélisme ?

C'est avant tout par incapacité à avoir une vraie vision. C'est ce qui manque aujourd'hui dans ce pays. Cette majorité est arrivée au pouvoir sans avoir un projet véritablement ficelé. Emmanuel Macron disait qu'il était inutile d'avoir un projet, mais qu'il fallait avoir une vision. Or, au bout de trois ans, on s'aperçoit qu'il n'y a ni projet, ni vision.

Pourtant, il serait simple de mettre en place des mesures d'économies. Si un père de famille ne peut pas nourrir ses enfants, il serait inconcevable qu'il soit abonné à Canal +. De la même manière, il est incompréhensible d'avoir, par exemple, un audiovisuel public qui coûte des milliards alors qu'il y a des Français qui dorment dans la rue... Qu'en pensez-vous ?

C'est un bon exemple. Je considère que l'audiovisuel peut faire partie, doit même faire partie des missions d'un État, mais aujourd'hui nous sommes très loin d'une maîtrise de cette dépense. Les mutualisations n'ont pas été envisagées comme il se doit et l'on voit bien que nous sommes sur un sujet où le nécessaire n'a pas été fait pour assurer une optimisation de la dépense publique. En toute honnêteté intellectuelle, j'ajoute que la suppression des recettes publicitaires le soir sur les chaînes publiques a été une erreur et cela n'a pas arrangé la situation.

Il suffit de consulter les subventions dans toutes les grandes villes pour voir que l'on peut faire pas mal d'économies...

Vous avez raison, je le pense aussi. ■

Scoop Toujours

Tesla, en manque de cash ?

Le constructeur américain Tesla va lever pour 2 milliards \$ d'argent frais en Bourse, afin de profiter de l'étrangement des vadeurs.

Alliance rééquilibrée.

Le déséquilibre entre Renault et Nissan se corrige. Le losange (avec Dacia, Lada, Alpine, Renault-Samsung Motors) est proche de 4 millions d'unités, Nissan (avec Datsun et Infiniti) est tombé à 5 millions environ sur une année glissante.

Renault demande... de patienter.

Le groupe Renault a décidé de présenter son plan de restructuration (annoncé pour le principe mi-février) au mois de mai. Les marchés financiers sont en mode panique sur le titre (-60% en une année glissante) et seule la présence de l'Etat au capital empêche une OPA à cours bradé.

McDonald's se moque des paysans.

Exclusif. Pour les visiteurs du Salon de l'agriculture, l'immense stand de McDonald's affiche "Merci aux 34.000 agriculteurs français qui nous rendent meilleurs chaque jour". Plus discrètement, dans les magasins, on voit que l'origine des steaks hachés est : France/Irlande. Genre un boeuf irlandais pour un steak français ? Pas de transparence...

L'héritage assumé par Farandou.

Le groupe SNCF a perdu 930 millions € pour cause de grève en 2019. L'économie nationale a trinqué à hauteur de 4 à 8 milliards € de PIB perdu. Les transports ferroviaires, dirigés par Jean-Pierre Farandou depuis peu, c'est une grévéculture mortelle.

Monstre des forêts.

Exclusif. Pour les amateurs d'objets roulants des années 1970, le UAZ Hunter (version produite en Tchéquie par MW Motors) ne concède rien à la modernité : là où il va, il n'y a ni carte, ni réseau 4G. Rien ? Sous le capot, un moteur électrique et 56 ou 90 kWh de batteries. Assemblage chez UAZ à Oulianovsk (Russie), mise en place de la propulsion électrique en Tchéquie, rustique d'aspect...

VW peine à finaliser son ID.3...

Les modèles de Volkswagen ont du mal à sortir. Selon nos informations, le groupe teuton a mobilisé pas moins de 10.000 techniciens et ingénieurs pour tenter de corriger les problèmes de l'ID.3 la fameuse "Golf électrique" qui doit aussi servir à Ford. La sortie est reportée à fin 2020 au plus tôt, les bugues sont énormes et "en cascade".

Livrables, à la fin ?

Pour VW, les ID.3 sont assemblées mais doivent patienter sur de vastes parcs à voitures, les heureux clients auront en main des voitures "neuves" de six à douze mois d'âge. La moyenne de CO2 de la marque va en prendre un coup, l'amende pourrait être forte. Herbert Diess, patron de VW, est sur la sellette.